

LOIRE ATLANTIQUE les nouvelles

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 501 - 7 septembre 1989 - Prix : 2,50 F

SOMMAIRE

- Révolution française 2
- Hôpital-Danger
- Libertés 3
- Environnement Brivet (dernière minute)
- Fête de Brière
- Aérospatiale 6
- Grande Brière Mottière 7
- Chasse
- Rentrée scolaire en Brière

DÉFENDONS LES LIBERTÉS

La semaine dernière, Joël Jégouzo, l'un des "11" de Renault, s'exprimait dans notre journal. Il dénonçait l'arbitraire patronal qui frappe des dizaines de milliers de syndicalistes et militants ouvriers dont le seul tort est d'avoir bien défendu l'emploi et les revendications de leurs camarades de travail.

Dans le département de Loire-Atlantique, le patronat se sent pousser des ailes, certain de recevoir la bénédiction du C.N.P.F. et du pouvoir.

La répression se développe dans le privé, mais aussi dans le secteur public. Sans doute faut-il voir là la peur que le mécontentement se transforme en actions beaucoup plus larges, beaucoup plus puissantes. Ainsi, les patrons espèrent-ils briser l'œuf dans la coquille en frappant parmi les plus combatifs. Force est bien de constater l'abîme qui sépare les discours du chef de l'Etat de la célébration du bicentenaire de la Révolution française et la réalité dans les entreprises.

Pour François Mitterrand, les droits de l'homme et du citoyen sont des notions qui ne s'appliquent que pour les autres pays, pas pour le sien.

Deux exemples sont significatifs dans notre département : Clergeau, entreprise privée et E.D.F. Cordemais, entreprise publique.

Dans l'un et l'autre cas les militants sont sanctionnés parce qu'ils ont défendu les revendications. C'est intolérable !

Les atteintes aux libertés à Clergeau, à Cordemais, sont l'affaire de tous. Car c'est le droit de donner une opinion autre que celle du patron, celui de faire grève, qui sont attaqués dans leurs fondements.

Élargissons la protestation : élargissons le soutien aux deux élus C.G.T. de l'E.D.F. menacés de 9 jours de mise à pied, aux deux élus de Clergeau menacés de licenciement et à leurs trois camarades menacés d'une mise à pied.

Les mauvais coups doivent être stoppés.

Dans le même temps, la mobilisation pour le pouvoir d'achat et les autres revendications doit se développer pour placer patronat et pouvoir sur la défensive.

Il va de soi que les communistes seront présents sur tous ces terrains.

Le grand rassemblement populaire de la FÊTE DE L'HUMANITÉ, les 9 et 10 septembre, sera un moment fort de la lutte pour les libertés et les conquêtes sociales.

Les autres rassemblements : Fête de REZÉ le 1^{er} octobre, Fête de SAINT-SÉBASTIEN le 7 octobre, Fête de BRIÈRE le 24 septembre, pour être plus modestes, n'en seront pas moins combatifs.

Jean-René TEILLANT,
Membre du Secrétariat Fédéral.

SITUATION NOUVELLE DANS LA NAVALE

NE PAS RESTER L'ARME AU PIED

La direction des Chantiers de l'Atlantique vient de publier un projet de plan industriel établi pour la période 1989-1993.

La première remarque à faire sur ce projet est que celui-ci s'appuie sur l'idée du maintien du site de la construction navale à St-Nazaire. Ce qui est nouveau, les technocrates de Bruxelles et les gouvernements se succédant en France s'étaient entendus pour « une restructuration encore plus rigoureuse » et pour

qu'en pas pour remettre en cause les acquis de la lutte.

La deuxième remarque concerne la soumission de la direction aux injonctions du ministre Claude Evin. Le ministre exigeait de nouveaux gains de productivité. La réponse est oui, mais pour l'essentiel ils sont programmés sur le dos des salariés de l'entreprise et des sous-traitants.

Claude Evin considère la subvention pour la commande du paquebot comme un geste de

l'indépendance de la France, porteraient une lourde responsabilité devant la nation s'ils arrivaient à leurs fins. Il s'agit donc d'une question de « solidarité ».

La construction navale est un maillon important dans le dispositif de la filière maritime qu'il est nécessaire de développer. Aujourd'hui, après les communistes, et parfois longtemps après, certains découvrent que le marché de la construction de navires existe. La proposition de



« Le Souverain des Mers ».

un seul grand chantier sur la façade Atlantique. La préférence allant pour un chantier espagnol.

Retenons donc de ce point important que la bataille du Parti communiste et de la CGT pour la défense de la Navale a marqué des points et a contraint le gouvernement à faire machine arrière.

Cependant, comme nous le montrions dans notre précédente édition, les manœuvres ne man-

« solidarité nationale ». Il fait preuve de mesquinerie.

Tous les Etats apportent des aides importantes à leur construction navale. C'est une constatation et le ministre le sait bien.

La France, dotée de plus de 3 000 kilomètres de côtes, est un pays dont la vocation maritime est évidente. Ceux qui veulent remettre en cause cet atout inestimable, pour le développement du commerce et des échanges, pour

reprise de La Ciotat par le groupe « LEXMAR » montre que le marché n'est pas saturé et que la France peut disposer de plusieurs chantiers.

Face à ces nouvelles données, les communistes estiment cependant qu'il faut rester vigilant pour que l'acquis sur le maintien du site ne soit pas remis en cause et que les revendications des salariés ignorées depuis longtemps doivent être enfin prises en compte.

L'INSURRECTION DE MARS 1793 EN LOIRE-INFÉRIEURE (II)

Par Pierre MAHÉ

Ainsi, pendant 25 jours, du 12 mars 1793 au 5 avril, les insurgés sont restés maîtres de Savenay, multipliant les vols, viols, pillages, brigandages. Ils se sont aussi transportés dans les municipalités de Campbon, Couëron, Saint-

ont rejoint dans plusieurs barques la commune de Paimbœuf. Quant aux patriotes nazairiens, ils trouvent refuge sur des bateaux en rade. Et les villes sont sans défense, ouvertes aux révoltés qui vident les caves, les greniers et les

avec eux tous les habitants des paroisses voisines de leur marche, qu'ils envoient même des détachements dans les paroisses éloignées pour les forcer à se joindre à eux ».

On apprend également que

aussi que plusieurs de ces rebelles sont à Penestin.

Des gendarmes et quelques citoyens vont vers La Roche-Bernard afin d'observer la marche des insurgés. A mi-chemin, ils sont repoussés par les brigands qui, postés sur une hauteur, tirent plusieurs coups de feu dans leur direction. Pendant tout ce temps, jour et nuit, on ne cesse de travailler à la défense et à la sûreté de la ville. On y fait conduire des bœufs et quelques tonneaux de grains. Les patrouilles se succèdent à chaque instant.

Une proclamation est adressée aux habitants des campagnes. On leur expose que « les ennemis du bien public les trompent », on les engage à la paix et on les incite à se rendre en ville « pour concourir avec leurs concitoyens à chasser les brigands qui veulent nous assiéger ». Cette proclamation ne produit aucun effet. Les personnes qui la diffusent sont fort mal reçues : on en menace quelques-unes, et on tire sur d'autres.

Le dimanche 17 mars, dans ces communes avoisinant Guérande, de nombreux paysans se rassemblent. L'après-midi on en voit beaucoup près du moulin de Crémur. Deux commissaires sont envoyés à une demi-lieue de la ville. Ils rencontrent trois personnes armées de fusils qui leur disent qu'ils sont plus de deux mille entre Le Cosquet et Crémur et plus de quatre mille aux environs de Ville-neuve et que le lendemain « ils attaqueront Guérande ». Les commissaires leur ayant demandé quel est le sujet de leur attroupement, ils répondent « qu'ils veulent leurs prêtres, leur roi et empêcher le recrutement ».

Le lundi 18 mars, la journée se passe en canonnade de la part des insurgés, à laquelle on répond de la ville, par quelques coups de pierriers qui ne peuvent les atteindre, et par des coups de fusil sur ceux qui s'approchent à portée pour tirer sur les sentinelles. Les brigands placent un canon de huit au moulin, à un quart de lieue de la ville. Ils tirent toute la journée sur le château dans lequel sont enfermés les administrations du district et de la municipalité. La ville se défend avec courage mais les pierriers qui sont placés sur les murs sont insuffisants pour intimider les assaillants qui ne cessent leur canonnade qu'à la fin du jour. Pendant qu'ils bombardent la ville, de nombreux brigands, placés à l'abri des fossés et des murs de prés et de jardins de l'extérieur de la ville, tirent sur les canonnières et sur toutes les personnes qui paraissent sur les murs. Vers les cinq heures du soir, une partie des assaillants s'avance dans le faubourg Saint-Michel avec un pavillon blanc et tirent sur le château. Les défenseurs ripostent. Une jeune fille qui passe reçoit un coup mortel.

(à suivre)

DANGER SUR L'HÔPITAL DE PAIMBOEUF ET LA MAISON DÉPARTEMENTALE DE MINDIN

Voici l'essentiel de l'intervention des élus communistes du Pays de Retz.

Ils constatent les menaces contre le service de santé et l'hôpital public. Les orientations du X^e Plan, préconisées par Rocard, appliquées par Evén, sous l'œil bienveillant de Fabius, sont dans le droit fil des déclarations de Simone Veil qui déclarait encore, le 18 août dernier sur RTL : « Je regrette de ne pas avoir été assez rigoureuse sur le problème des lits d'hôpitaux. Il y a trop de lits en France » !!!

Dans notre région, ce sont le service de chirurgie de l'hôpital de Paimbœuf, les effectifs et la capacité d'accueil de la Maison départementale de Mindin qui sont menacés dans l'immédiat.

Les élus communistes du Pays de Retz :

— dénoncent la mise en place d'une médecine à deux vitesses, le démantèlement de l'hôpital public, la fermeture des hôpitaux locaux, le regroupement des CHU, au nom d'une « productivité » odieuse et déplacée dans le domaine de la Santé ;

— assurent de leur soutien les médecins, les infirmières et l'ensemble du personnel en lutte à Paimbœuf et à Saint-Brevin ;

— approuvent les orientations du syndicat CGT qui, au-delà de son action pour le maintien immédiat du service de chirurgie à Paimbœuf, des postes de contractuels et de titulaires menacés à la M.D.M. de St-Brevin où 60 postes de titulaires et 19 emplois de contractuels ont été supprimés depuis 1986, combat pour le maintien des capacités d'accueil, pour la transformation des TUC en emplois permanents, pour la création de postes propres à assurer la sécurité des malades ;

— demandent à la population du Pays de Retz de se mobiliser pour défendre les structures hospitalières de Paimbœuf-St-Brevin et aussi pour sauvegarder les emplois et les aspects économiques de ces activités ;

— proposent l'organisation d'une journée « Ville morte ».

La date de parution du journal ne permet pas de relater la réunion-débat du 7 septembre à Paimbœuf, organisée par les communistes. Nous y reviendrons.

DATES A RETENIR :

24 sept. : Concours de pétanque Couëron.

24 septembre : Fête de La Brière.

30 sept. - 1^{er} oct. : Fête de Rezé.

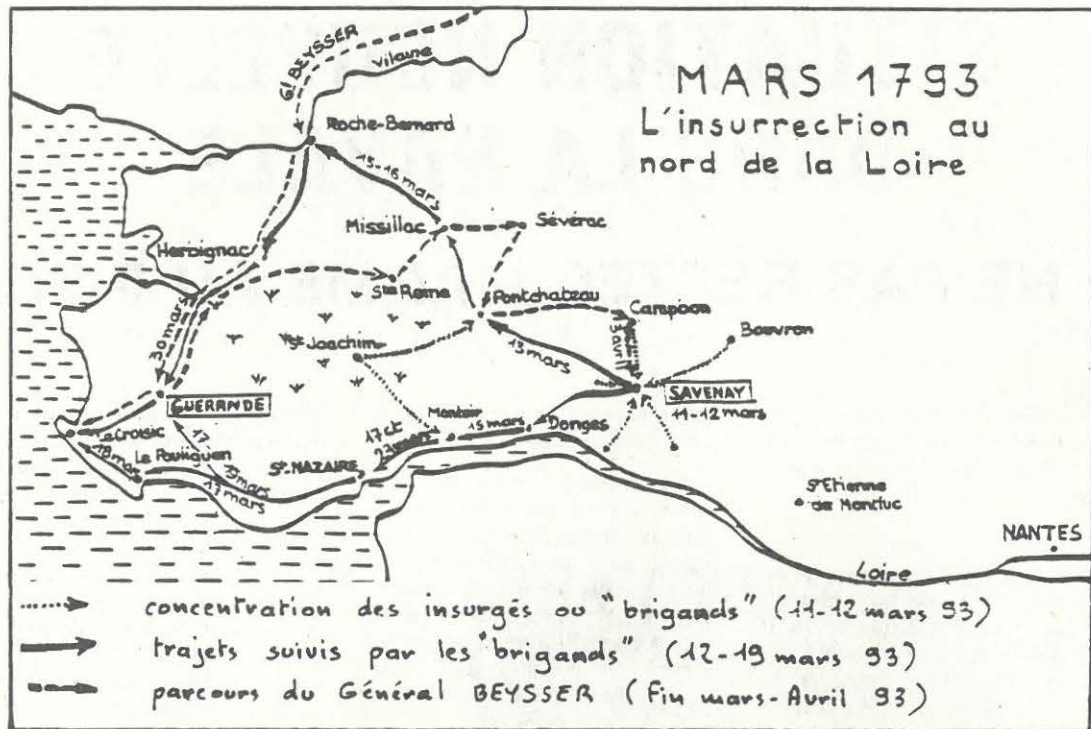
7 octobre : Fête de St-Sébastien.

22 oct. : Commémoration de Châteaubriant.

19-20 novembre : Fête de Nantes.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITÉ »

S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 NANTES - Tél. 40.48.56.36
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAudeau
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,
J.-Y. COUPEL,
Gilles BONTEMPS.
Imprimerie Commerciale
32, bd Laennec - RENNES
C.C.P. n° 52 987



Gildas-des-Bois, Dréfféac, Sévillac et autres et ont brûlé ou détruit tout ou partie des papiers, notamment ceux concernant les contributions de 1791, les rôles fonciers et mobiliers.

A l'annonce de la prise de Savenay par les insurgés, la peur règne dans les communes avoisinantes. A Donges, Montoir, Pontchâteau, c'est la fuite des administrateurs et des républicains. Trente citoyens de Donges, accompagnés de soixante femmes et enfants,

réserves, cassent les vitres, détruisent les dossiers.

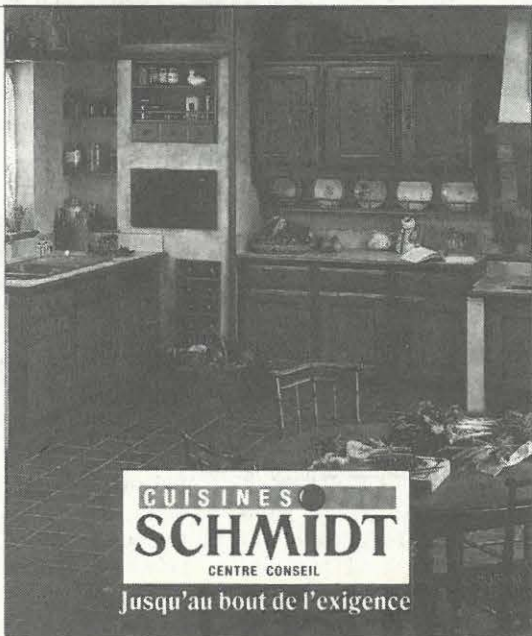
GUÉRANDE

On sait, à Guérande, le 14 mars, que les brigands qui se sont successivement emparés de Savenay, Pontchâteau, Herbignac, et La Roche-Bernard, d'une part de Montoir, Donges et St-Nazaire, d'autre part, se préparent à marcher de ces deux côtés sur Guérande, et « entraînent

« les habitants des municipalités de Batz, Mesquer, St-André, St-Lyphard, même de tous les villages dépendant de celle de Guérande, ont arboré la cocarde blanche et se disposent à se joindre au reste des brigands ».

Effectivement les brigands se sont rendus maîtres de La Roche-Bernard, ils y ont égorgé 22 patriotes, dont Sauveur, le président du District. Ils se portent de suite sur Guérande. On apprend

Brigitte, Brigitte, reviens !
je t'achète ta Cuisine Schmidt



CUISINES
SCHMIDT
CENTRE CONSEIL
Jusqu'au bout de l'exigence

GO CUISINES
48, Bd Victor Hugo SAINT-NAZAIRE

CUISINES
Alain GREGOIRE
Tél. 40.66.33.64

ENVIRONNEMENT : AMÉNAGER OU ENTREtenir LE BASSIN DU BRIVET ?

MARC JUSTY : SAUVEGARDER LES INTÉRÊTS DE TOUS ET LE PATRIMOINE NATUREL

Dès la constitution du syndicat d'aménagement du Bassin du Brivet, nous avons fait connaître notre position.

L'exondation en sept jours de l'averse quinquennale de printemps servait de prétexte à un surdimensionnement des sections de canaux d'évacuation entraînant une dépense élevée.

Cette exondation rapide était grosse de dangers sur le plan écologique.

Ce projet était favorable à une seule catégorie d'utilisateurs animés d'un esprit corporatiste. Il était préjudiciable aux intérêts des autres catégories. Pour notre commune, il va à l'encontre de la totalité des usagers. Depuis le projet a été modifié, si on s'en tient aux déclarations d'intentions.

En France, la superficie des zones humides a considérablement diminué. Nombreuses sont celles qui ont été asséchées pour être ensuite affectées à des usages agricoles ; tel est l'objectif inavoué du projet qui nous est proposé.

Non seulement les justifications traditionnelles de la politique de récupération des zones humides à des fins agricoles sont aujourd'hui contestées, mais des arguments positifs, semble-t-il décisifs, sont invoqués aujourd'hui par les spécialistes pour justifier le maintien de zones humides. Celles-ci ont en effet un rôle de régulation extrêmement important sur le régime hydraulique de toute une région.

Actuellement, la façon dont les responsables se servent des ouvrages d'évacuation ou de réalimentation en eau, dont ils ont la charge, augure mal du respect des niveaux d'eau dans l'avenir.

Plusieurs autres raisons nous empêchent de souscrire à ce projet.

• **Le Marais de la Boulaie** est divisé en compartiments hydrauliques, séparant ces marais de

ceux de Brière, alors que ces deux marais sont complémentaires. Cette division ne correspond à aucune réalité sur le terrain. Comme exemple, nous pouvons prendre la nidification dans les marais de la Boulaie puis fixation post-nuptiale des oiseaux d'eau dans la Brière. Il en est de même pour les poissons.

• L'établissement d'ouvrages sur la Curée à Monsieur et la Curée de la Lande provoquerait une gêne pour la circulation des usagers et de la faune aquatique... alors que le vieux système des gravières au niveau correctement étudié serait bien suffisant.

Le projet ne prévoit que de très courtes périodes d'inondation des prés, marais. Puis, exondation très précoce et très brutale des marais, d'où suppression de toute nidification, du développement des frayères et de la flore aquatique.

— cf. déclaration de M. le Président de la Fédération des Pêcheurs de Loire-Atlantique en date du 06/12/85 : « dans les marais du Brivet, le projet d'aménagement va conduire la Fédération à créer des frayères pour remplacer les marais à sec ».

— cf. déclaration de M. Constant, professeur à la Faculté des Sciences de Rennes, en date du 20/12/87 : « A une période où tant de terres agricoles productrices sont abandonnées, il serait aberrant de voir se réaliser le drainage et l'assèchement des marais du Brivet, qui, malgré leur équilibre fragile, restent d'importance internationale pour les oiseaux d'eau ».

• Sur le plan agricole, l'argument "alimentaire" est aujourd'hui dépassé. On constate un exode rural et une multiplication des terrains en friche dans les terres plus hautes, un désintérêt des éleveurs pour les marais en raison de leur

faible rendement. Actuellement, il y a en Brière environ 600 vaches, en 1976 il y en avait plus de 3 000.

Les Syndicats de Marais s'engagent-ils réellement à réaliser le "recalibrage" de tous les réseaux secondaires, à savoir douves, fossés indispensables à la circulation et à l'assainissement du marais ? Aucune garantie n'a pu être apportée.

Quel sera le coût d'entretien des ouvrages et les différents frais de fonctionnement ?

La réalimentation estivale n'est pas envisagée que par la Loire, d'où pollution et salinité qui sont responsables de l'importante mortalité des poissons et de la fuite des anatidés.

Enfin, il nous semble que des dépenses plus modestes pourraient être utilisées pour une simple remise en état du réseau hydraulique existant.

A St-Joachim, depuis 5 ans maintenant, nous avons engagé un programme de remise en état des canaux ; vingt kilomètres ont été réalisés.

Il paraît plus raisonnable que les syndicats concernés suivent cet exemple. Le Syndicat de Marais de Donges, la Commission Syndicale de Grande Brière, les marais du Haut Brivet et l'Union qui les regroupe, représentent une structure suffisante, capable de répondre à l'entretien des marais. Il faut ajouter à cela le Parc Naturel Régional de Brière qui englobe l'intégralité des Marais de Grande Brière et des Marais de Donges.

D'autre part, nous constatons qu'il n'y a aucun engagement formel de l'Etat, de la Région et du Département pour assurer le financement.

Dans un souci de préservation du patrimoine naturel et des deniers publics, il est difficile de souscrire à ces projets.

JEAN-LOUIS LE CORRE : PRENDRE EN COMPTE LES OBSERVATIONS DES ÉLUS

Dans une lettre du 30 août 89, adressée au sous-préfet, Jean-Louis Le Corre déclare notamment :

« ... A ce jour, malgré un certain nombre de réunions qui se sont tenues, aucune des dispositions souhaitées par notre Conseil municipal n'a fait l'objet d'une amélioration.

J'ajouterais qu'à aucun moment il n'est apparu possible de faire prendre en compte, au plan intercommunal, les financements que la commune de Trignac (et celle de St-Nazaire) ont pu mettre en œuvre pour le canal de la Belle Hautière et pour l'aménagement des douves, assurant ainsi un assainissement appréciable des prés-marais de Brière.

Par ailleurs, à aucun moment, une étude précise n'a été portée à notre attention à propos des conséquences prévisibles sur les dispositions concernant "le gel" des terres agricoles dont, il faut bien convenir, que les terres de marais "inondables" constituent vraisemblablement celles qui en subissent les effets.

Dans ces conditions, nous attendons du président, M. de Baudinière, la prise en compte de nos observations et de nos différentes demandes... ».

Le Conseil municipal de Trignac, à l'unanimité, avait refusé d'adhérer au Syndicat intercommunal du Bassin du Brivet tant que ne seront pas pris en compte les points suivants :

— **Création d'un syndicat d'études ;**

— **Entretien et dévasage** des canaux et exutoires en Loire pour la Taillée, la Martigné, le Priory, par le Syndicat des Marais de Donges qui en a la responsabilité ;

— **Sorties en Loire : par le Port Autonome ;**

— **Écoulement des eaux du Brivet et le nettoyage de celui-ci**, notamment au vieux Pont de Méan par l'Union des Syndicats des Marais du Bassin du Brivet (président : M. de Baudinière) ;

— **Dès que ces travaux seront terminés : vérifier sur un ou deux ans les effets positifs de telles dispositions** avant la mise en place de toute structure d'aménagement et que soient pris en compte par une réduction de la participation de Trignac les travaux déjà accomplis sur la localité (canal de la Belle Hautière, fossés et douves de Bert, Tremblay, Aucard) et qu'une gestion paritaire des ouvrages soit mise en œuvre.

DERNIÈRE MINUTE

Une réunion s'est tenue le 4 septembre à la sous-préfecture (Marc Justy et Jean-Louis Le Corre y participaient). Les observations de J.-L. Le Corre et Marc Justy ont été partiellement prises en compte. Une prochaine réunion se tiendra le 22 septembre. Affaire à suivre.

DÉFENDONS LES LIBERTÉS FACE A L'OFFENSIVE PATRONALE



Joël Jégouzo, au centre de la photo, en conversation avec Marc Justy, Jean-Louis Le Corre et René Magre.

Joël Jégouzo, l'un des "11" de Renault, était sur le terrain de Penhoët le 24 août. En s'adressant aux travailleurs de la Navale, il a montré que la lutte autour des "11" de Renault c'était aussi la lutte pour les 55 000 militants sanctionnés en France. Dans le département on assiste à une offensive patronale contre les libertés : chez Clergeau où 5 salariés sont aujourd'hui sanctionnés, 3 à Cordemais, etc... et il reste un fort contentieux avec les 5 de la SNIA, les 4 de la Navale... pour ne citer que ceux-là. Ne laissons pas faire.

FÊTE DE BRIÈRE DIMANCHE 24 SEPTEMBRE

SAINT-JOACHIM — (La Cave de MILLAUD)

AU PROGRAMME

EXPOSITION :

Des artistes briérons exposent leurs œuvres.

POLITIQUE :

Meeting présidé par **Marc JUSTY**, Maire de Saint-Joachim.

SPECTACLE :

- Le Groupe "OZONE" chante : Higelin, Lavillier, etc...
- Le Groupe "ROCK'N ROLL TRIO" Rock des années 60
- Catherine REAU "Chanteuse de rue"

et aussi : DÉBATS, JEUX DIVERS, RESTAURATION, BAR, etc...

AEROSPATIALE : UN NOUVEAU BATIMENT

Christian SAULNIER, administrateur salarié, répond à nos questions

La construction de ce bâtiment laisse supposer un investissement important. On peut aussi imaginer un nombre d'emplois conséquent au regard de cette infrastructure. Qu'en est-il en réalité ?

Les fondations de ce bâtiment ont été faites en même temps que le troisième plan social qui conduit l'Aérospatiale à réduire sa capacité de production en diminuant l'effectif de la société pour 1989 de 1 000 emplois. L'établissement de St-Nazaire est lui aussi affecté par ce plan social car la formidable augmentation des charges n'a aucune traduction en emplois supplémentaires après les chutes des années précédentes. 1989 sera une année de stagnations des effectifs, les charges générées par un carnet de commandes débordant ne rentrent pas dans l'établissement mais quitte le territoire national en direction du Canada, de la Yougoslavie et de la Corée.

ALORS, QUI VA OCCUPER CE NOUVEAU BATIMENT ?

Il y aura environ 250 personnes travaillant principalement en 2/8. Il s'agira pour eux de la finition des tronçons Airbus représentant la part française de notre participation industrielle. Ces 250 personnes proviendront de l'abandon d'un certain nombre de secteurs d'activités tels que mécanique, outillage, A.T.L. et sous-ensemble, ainsi que les magasins, le garage, le service pompiers et avec le dégagement de 125 000 mois de sous-traitance (près de 50 % de notre plan de charge).

QUEL EST CE CHOIX ?

L'Aérospatiale, il y a encore quelques années, produisait des avions en réponse à un besoin industriel. Le type de coopération était, jusqu'en 1981, un exemple de coopération internationale, mais depuis, la volonté de l'Europe du Capital conduit notre industrie à ne plus répondre aux besoins du développement du

transport aérien mais à celui du Capital. Le PDG et le ministre des Transports, ainsi que le Premier ministre, n'ont-ils pas récemment déclaré : « La domination industrielle de la RFA est tellement évidente qu'il serait illusoire d'essayer de rivaliser avec elle ». Le PDG devait d'ailleurs ajouter : « Nous ne pouvons pas être avec elle sur le plan industriel, il faut se contenter d'être dans la valise financière ». De là découle tout le choix stratégique de notre société et la spécialisation des établissements de St-Nazaire gardant simplement l'assemblage des gros éléments qui sont ensuite dirigés vers Toulouse où a lieu l'assemblage final.

Si, pour l'instant, les luttes des travailleurs ont permis de freiner leurs ambitions, l'objectif demeure de faire de St-Nazaire une usine sous-traitante de l'Airbus, société anonyme placée sous le monopole de la RFA dans la stratégie de l'Europe de 92.

ECHOS DE MONTAIR

Tout d'abord, le Centre Socio-Culturel qui modifie déjà sensiblement l'aspect de l'Air-Sain. Avec la fin des vacances, les travaux vont avancer rapidement et les associations concernées devraient prendre possession des locaux en 1990.

Avant la fin de l'année, deux autres chantiers importants devraient s'ouvrir :

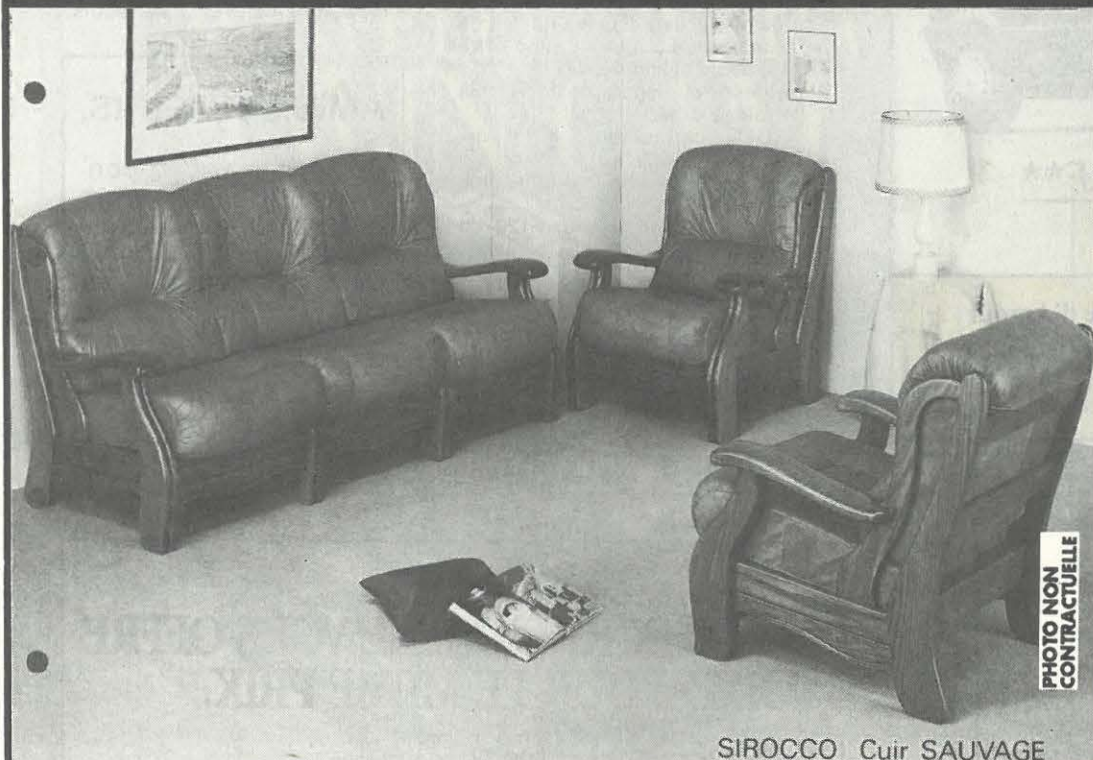
— La rénovation de la Cité de Bellevue, tant attendue et pour laquelle il a fallu aux élus beaucoup de patience et de ténacité. Les locataires des cités ont maintenant la perspective d'être relogés sur place dans des pavillons confortables. Il reste tout de même une question importante : le montant des loyers.

Les loyers chers sont le résultat de la politique gouvernementale pour le logement social. Il reste donc dans ce domaine une bastille à prendre...

— La nouvelle halle des sports, implantée dans le complexe de la Bonne-Fontaine. Le nouvel équipement donnera à Montoir un ensemble sportif particulièrement performant qui satisfera bien sûr tous les sportifs, mais aussi qui permettra d'organiser à Montoir des compétitions importantes. La nouvelle halle sera utilisée avec ses salles annexes par le basket, le tennis, la gymnastique et les sports de combat.

Décidément, ça bouge à Montoir !

REPRISE jusqu'à 10000F*



SIROCCO Cuir SAUVAGE

DE VOTRE ANCIEN SALON OU MEUBLE

708,37 F*

par mois
pendant 24 mois
TEG 13%

* Exemple : Salon 3 pièces canapé convertible 3 places, 2 fauteuils

Cuir sauvage pleine fleur aniline
Tannage au chrome, boiserie chêne K2
16900

- 2000 Reprise

14900 * à payer en 24 mensualités de 708,37 F TEG 13%

* Après acceptation du dossier société générale, financement total possible avec différé de la 1^{re} échéance 30 jours après la livraison.

* Exemple prix du salon 14900 F, 0 F à la commande puis 24 mensualités de 708,37 F, prix de vente final en fin de crédit 17088 F

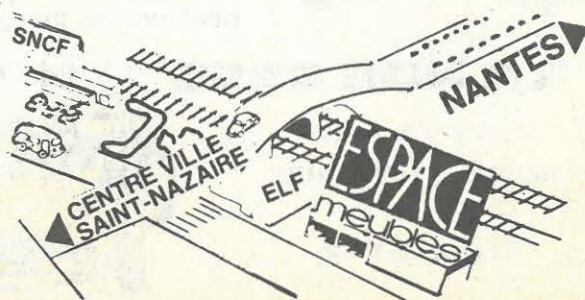
ESPACE
meubles

Près de chez vous
A BIENTOT !...

ESPACE
meubles

Place de la
Gare - ST-NAZAIRE
Tél. 40.22.12.56

OUVERT TOUS LES JOURS 9 h-12 h et 14 h-19 h
sauf lundi matin



CHASSE :

LA DIRECTIVE DE BRUXELLES CONTINUE A FAIRE DES VAGUES

Après les assemblées de chasseurs de Ponchâteau et de Saint-Joachim, avec le soutien de la Fédération et de l'association des chasseurs de gibier d'eau de Loire-Atlantique, le 16 juillet dernier les chasseurs manifestaient au péage du Pont de Saint-Nazaire-Saint-Brévin.

Cette manifestation populaire fut bien accueillie par l'ensemble des usagers, sauf par M. De Cossé-Brissac, sénateur et président du Conseil général, qui, dans sa hâte de réagir, oublie que ce n'est plus le ministre de l'Agriculture qui décide de l'ouverture et nous rappelle opportunément la participation du Conseil général au financement du pont.

M. De Cossé-Brissac n'a pas avalé non plus le soutien apporté par la Fédération du P.C.F. et les élus communistes à l'action des chasseurs, comme ils l'ont fait à Rennes le 28 février.

L'Association départementale des Chasseurs de gibiers d'eau précise qu'elle n'est récupérée par personne, « mais qu'elle accepte, par contre, les soutiens de tout bord, dans la mesure où il s'agit de défendre la chasse... ».

Gageons que M. le Président s'est empressé d'apporter son appui pour condamner la directive de Bruxelles et ses amis qui l'ont votée.

Une chose est claire à propos de l'ouverture 89 ; elle a été l'une des plus mauvaises.

GRANDE BRIÈRE MOTTIÈRE :

M. DE BAUDINIÈRE DOIT REVOIR SA COPIE

C'est en présence du nouveau sous-préfet de Saint-Nazaire que s'est déroulée la mise en place de la commission syndicale des Marais de la Grande Brière Mottière où M. Lucien Gérard a été réélu par une majorité de droite, comme il a été élu syndic de Donges.

M. Raimbaud, élu vice-président, est sans doute le plus incompétent.

Ainsi, il s'agissait de répondre au souhait de M. de Baudinière et ses amis, d'écarter toute représentation au Parc des élus de Montoir, Saint-Joachim, Trignac et Saint-Nazaire.

Mais l'essentiel de ces réunions est ailleurs. C'est la confirmation apportée par le sous-préfet à la justesse de la longue bataille menée en particulier par les communistes pour que la commission syndicale soit enfin reconnue dans toutes ces attributions pouvant bénéficier du remboursement de la T.V.A., prétendre au bénéfice de la D.G.E. et de la D.G.F.

M. de Baudinière et la majorité de l'assemblée du Parc, qui avaient privé la commission syndicale de cette voix délibérative, confondu marais privé et marais indivis et Chambre de Commerce, va devoir revoir sa copie et réintégrer d'urgence la commission.

C'est un résultat à mettre à l'actif des usagers de la Brière et dans cette bataille les élus communistes y ont apporté tout leur soutien.

RENTÉE SCOLAIRE EN BRIÈRE

SOUS LE SIGNE DES SUPPRESSIONS ET DES BLOCAGES DE POSTES

Notre région n'échappe pas à la désastreuse politique scolaire mise en place par le gouvernement Rocard et son ministre de l'Education nationale, Jospin.

En effet, ce ne sont pas moins de 5 blocages de postes et 3 fermetures de classes en maternelle ou en primaire qui sont programmés pour cette rentrée scolaire dans la seule Brière.

Au niveau du secondaire, la

situation n'est pas meilleure car faute de structures d'accueil correspondant aux besoins, nos enfants partent de très bonne heure le matin pour aller s'entasser à plus de 35 ou 40 dans les classes des lycées de St-Nazaire ou de Savenay pour ne rentrer le soir que vers 19 heures.

Cette rentrée scolaire, si elle s'annonce sous le signe des difficultés accrues pour les enfants ne

le sera pas moins pour les parents. En effet, les statistiques démontrent que les fournitures scolaires ont augmenté de 4,5 % par rapport à 1988. Par exemple, le coût pour un élève de primaire est évalué à environ 560 F et celui d'un élève de secondaire à 2 439 F environ. Le pouvoir d'achat des familles ne faisant que régresser, ce ne sont que difficultés supplémentaires pour les familles.

ON PEUT POURTANT FAIRE AUTREMENT

Au niveau local, depuis plusieurs années déjà, les communistes et leurs élus luttent pour la construction d'un lycée à Montoir.

Nous exigeons que 40 milliards du budget de surarmement soient débloqués immédiatement pour que l'école dans notre pays ne soit pas l'école de l'échec mais celle de la réussite et de l'emploi pour nos enfants.

GAZ DE FRANCE. TOUTE NOTRE ENERGIE EST POUR VOUS.



MGTB Moradpour Guider Tréguer Bely

BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

**CONSTRUIRE
GÉRER
ENTREPRENDRE
AMÉNAGER
DIFFUSER**

Des équipes de professionnels
connaissant le marché public,
ses décideurs
et leurs impératifs.

**Bretagne Loire
équipement :**
le partenaire indispensable
pour une conception moderne
de la gestion des collectivités.

EDIMAGE

92, rue Carnot
56100 Lorient
Tél. : 97.21.65.71



groupe gifco

LA RENAULT 21 CINQ PORTES

NOUVEAU

RENAULT 21 TURBO DX - 5 portes - Août 1989



Présentation et essai dès aujourd'hui

RENAULT *Saint Nazaire* ☎ 40.70.35.07

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE

VOIE EXPRESS PORNICHET - SAINT-NAZAIRE

